Un responsable de l'ONU interpelle le Burundi sur la liberté d'expression

PANA, 27 juin 2014 New York, Etats-Unis – Le Secrétaire général adjoint de l'Onu pour les droits de l'Homme, M. Simonovic, a exprimé vendredi sa profonde préoccupation au sujet des restrictions croissantes à la liberté d'expression au Burundi, appelant les autorités sur place à veiller à ce que les droits humains soient pleinement protégés, avant la présidentielle de l'an prochain. M. Simonovic, qui a achevé une visite de trois jours dans la capitale burundaise, Bujumbura, a déclaré qu'une attention particulière doit être portée au respect intégral de la liberté d'expression, compris pour les journalistes et les défenseurs des droits de l'Homme.

Il a noté que la violence liée au processus électoral doit être évitée et que le harcèlement contre des adversaires politiques ne doit pas être toléré, tout en soulignant que ce sont les conditions pour des élections libres et équitables en 2015 et afin que les résultats soient acceptés par tout le monde. M. Simonovic était au Burundi pour évaluer la situation des droits humains dans le pays. Lors de sa visite, il s'est entretenu avec les responsables burundais, avec des représentants de la communauté internationale, des groupes de la Société civile et s'est rendu à la prison de M. Ndayishimiye à Bujumbura. Lors de ses réunions, il a félicité le Burundi pour les succès enregistrés par ce pays depuis la signature de l'Accord de paix d'Arusha en 2000, notamment la récente adoption à l'unanimité par l'Assemblée nationale du nouveau code électoral pour les élections de 2015, ainsi que la signature par le gouvernement, les partis politiques et les acteurs des Principes fondamentaux pour les élections. Il a exprimé sa profonde préoccupation concernant les développements, notamment les restrictions croissantes sur les droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association pacifiques. Le responsable de l'ONU s'est dit particulièrement préoccupé par le fait que le nombre d'incidents à motivation politique impliquant les Imbonerakure, l'aile de la jeunesse du parti au pouvoir, contre des adversaires politiques, a plus que doublé par rapport à la même période l'an dernier. Il a également appelé le gouvernement à s'assurer que les auteurs de violence politique soient traduits en justice. M. Simonovic a ajouté que de nombreux donateurs estiment qu'une évaluation continue de la situation des droits de l'Homme est importante pour étendre leur soutien au pays. En outre, il a également discuté avec le gouvernement des modalités de poursuite de la coopération entre l'Onu et le Burundi dans le domaine des droits de l'Homme après l'expiration du mandat du Bureau des Nations unies au Burundi (Bnub). "Le Bureau du Haut commissaire aux droits de l'Homme se tient prêt à soutenir le gouvernement et le peuple du Burundi", a-t-il affirmé.